

Cote du document: EB 2010/99/INF.8
Date: 22 avril 2010
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Résumé des propositions de projet, programme et don examinées par le Conseil d'administration

Conseil d'administration – Quatre-vingt-dix-neuvième session
Rome, 21-22 avril 2010

Pour: **Information**

Résumé des propositions de projet, programme et don examinées par le Conseil d'administration

Propositions de projet/programme

1. Les propositions de projet/programme suivantes ont été approuvées par le Conseil d'administration à sa quatre-vingt-dix-neuvième session et sont conformes au Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) qui vient d'être adopté.

A. Afrique de l'Ouest et du Centre

Cameroun: projet d'appui au développement des filières pour les produits de base (EB 2010/99/R.14/Rev.1)

2. Le Conseil d'administration a approuvé à l'unanimité l'octroi d'un prêt de 12,65 millions de DTS à la République du Cameroun pour financer le projet d'appui au développement des filières pour les produits de base et a félicité l'équipe de conception de la qualité de son travail. Il a voulu savoir: i) si les deux produits de base bénéficiant de l'appui du projet seraient exportés vers les marchés régionaux; ii) pourquoi le projet ne couvrirait pas la région centrale du Cameroun; iii) si les mesures d'atténuation proposées étaient suffisamment solides compte tenu des risques identifiés; et iv) comment l'approche adoptée pour le projet augmenterait la viabilité à long terme des activités. Le Conseil a entendu les explications fournies, et s'est déclaré satisfait. Il a recommandé que la sélection des partenaires locaux reçoive toute l'attention voulue.

Ghana: Mémoire du Président – programme de financement rural et agricole – prêt supplémentaire (EB 2010/99/R.15/Rev.1)

3. Le Conseil d'administration a approuvé à l'unanimité l'octroi d'un prêt supplémentaire d'un montant de 5,95 millions de DTS à la République du Ghana afin de compléter le financement du programme de financement rural et agricole initialement approuvé dans sa phase conceptuelle. Le prêt supplémentaire ne modifierait pas le programme, qui avait été approuvé en décembre 2008.

République démocratique du Congo: Mémoire du Président – programme de relance agricole dans la province de l'Équateur; Côte d'Ivoire: Mémoire du Président – projet d'appui aux petits producteurs maraîchers – Modifications des modalités de supervision (EB 2010/99/R.47)

4. Le Conseil d'administration a approuvé à l'unanimité la modification des arrangements de supervision pour le projet d'appui aux petits producteurs maraîchers (République de Côte d'Ivoire) et pour le programme de relance agricole dans la province de l'Équateur (République démocratique du Congo), actuellement supervisés par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), et qui passeront sous la supervision directe du FIDA. Le Conseil d'administration s'est félicité que le Fonds ait décidé de superviser directement les activités compte tenu des besoins particuliers de ces pays touchés par des crises.

B. Afrique orientale et australe

Burundi: programme de développement des filières (EB 2010/99/R.17/Rev.1)

5. Le Conseil d'administration a approuvé un don d'un montant de 25,9 millions de DTS à la République du Burundi pour financer le programme de développement des filières. Certains de ses membres – notamment les représentants du Cameroun, de la Suisse et des États-Unis d'Amérique – ont voulu connaître la valeur du programme pour la République du Burundi, compte tenu de son excellente conception et de son alignement sur le cadre stratégique national de lutte contre la pauvreté et sur la stratégie en matière de sécurité alimentaire. Des explications

leur ont été fournies sur: i) la nécessité d'associer le Fonds belge de sécurité alimentaire au cofinancement supplémentaire du programme compte tenu de tout ce que fait cet organisme pour améliorer la sécurité alimentaire au Burundi; ii) la viabilité à long terme du programme dans un pays sortant d'un conflit; iii) la question foncière; et iv) les mécanismes de mise en œuvre.

Érythrée: projet de développement de la pêche (EB 2010/99/R.18/Rev.1)

6. Le Conseil d'administration a approuvé l'octroi d'un don, au titre du CSD d'un montant de 8,25 millions de DTS à l'Érythrée, pour financer le projet de développement de la pêche. Il a estimé qu'il fallait soutenir le secteur de la pêche érythréen, car les aides auraient des retombées positives sur les moyens de subsistance des communautés de pêcheurs et amélioreraient la sécurité alimentaire nationale. De plus, le Conseil a indiqué que le projet offrait des possibilités de diversification des activités économiques dans la région de la mer Rouge, connue pour son instabilité géopolitique et son insécurité. Conformément à la législation des États-Unis contre l'aide des institutions financières internationales au gouvernement érythréen, les États-Unis ont exprimé leur opposition au don proposé. Cette position sera dûment inscrite au procès-verbal de la session.

Ouganda: projet de développement de la production d'huile végétale – Phase 2 (EB 2010/99/R.19)

7. Le Conseil d'administration a approuvé à l'unanimité un prêt d'un montant de 33,5 millions de DTS. En approuvant cette phase 2, il en a souligné le caractère innovant en termes de partenariat public-privé, et a noté la priorité accordée par le gouvernement à la modernisation du sous-secteur. Le Conseil a insisté sur la nécessité de créer des articulations entre les entreprises privées et les petits exploitants agricoles, tant pour les oléagineux que pour les palmiers à huile. Il a noté que les questions environnementales liées à la culture du palmier à huile avaient fait l'objet d'une grande attention durant la phase 1, et qu'il en serait de même pour la phase 2.

C. Asie et Pacifique

Bangladesh: projet de développement et de colonisation des chars – Phase IV (EB 2010/99/R.20/Rev.1)

8. Le Conseil d'administration a approuvé un prêt de 30,86 millions de DTS à la République populaire du Bangladesh. En approuvant ce prêt, il a demandé des explications sur le montant élevé des crédits de travaux de génie civil ainsi que des précisions sur la méthode des fiches de pilotage communautaire, les conditions de sécurité dans la zone du projet et la composante des titres fonciers. Il lui a été expliqué que la conception du projet et la part des travaux de génie civil reposaient sur des études de faisabilité détaillées et que des remblais n'étaient envisagés que pour les terres suffisamment stables pour être poldérisées. De plus, l'approche et les composantes du projet avaient été mises à l'essai dans les trois phases précédentes. Il a été signalé qu'avec la méthode des fiches de pilotage communautaire les bénéficiaires des infrastructures financées au titre du projet pouvaient véritablement faire valoir leur point de vue et que les groupes cibles du FIDA avaient la possibilité d'exprimer leur point de vue sur la qualité des travaux de génie civil entrepris. Il a été précisé que l'insécurité qui prévalait dans la zone du projet était due à un isolement extrême et à la présence limitée des services de l'État (administrations locales, police, écoles, hôpitaux, etc.). Les trois phases précédentes du projet avaient montré que l'isolement diminuait au fur et à mesure que l'économie de la zone se développait, que des routes étaient construites et que les organes de l'État se rapprochaient de la population. Ce fait, conjugué à la présence croissante du secteur privé et des ONG, ferait à terme reculer la criminalité. Enfin, il a été précisé que les objectifs en matière de titres fonciers étaient fondés sur les taux obtenus lors des phases précédentes et que le chiffre de 20 000 ménages pouvait par conséquent être considéré comme réaliste. Le représentant des Pays-Bas a confirmé que son pays cofinancerait le projet à

hauteur de 20,6 millions d'USD et que sur ce montant 5 millions d'USD seraient versés à compter de l'année 3 du projet. En réponse à ces explications, le FIDA a précisé que la modification du calendrier de cofinancement n'aurait pas d'incidences sur le projet et qu'il ajusterait les arrangements financiers en consultation avec le gouvernement du Bangladesh.

Bangladesh: projet sectoriel participatif d'aménagement hydraulique à petite échelle – prêt supplémentaire (EB 2010/99/R.21/Rev.1)

9. Le Conseil d'administration a approuvé un prêt de 6,525 millions de DTS à la République populaire du Bangladesh. En approuvant le prêt, il a demandé des précisions sur l'approche du projet en termes d'exploitation et d'entretien. Il lui a été expliqué que, dans le cadre de la planification des sous-projets concernant les ressources en eau, le projet aurait besoin en matière d'exploitation et d'entretien d'une stratégie spécifique prévoyant une phase distincte réservée à l'examen et à la validation des plans par les bénéficiaires.

Papouasie-Nouvelle-Guinée: projet en faveur de partenariats productifs dans le secteur de l'agriculture (EB 2010/99/R.22/Rev.1)

10. Le Conseil d'administration a approuvé l'octroi d'un prêt d'un montant de 9,22 millions de DTS à la Papouasie-Nouvelle-Guinée afin de contribuer au financement du projet en faveur de partenariats productifs dans le secteur de l'agriculture. En approuvant le prêt, il s'est félicité que le projet bénéficie de l'engagement du Cocoa Board et de la Coffee Industry Corporation, qui faisaient l'un et l'autre un travail effectif dans le pays. Il s'est interrogé par ailleurs sur les risques d'infestation de foreurs de cabosses et sur les problèmes concernant les achats, la gestion financière et la sécurité. Le Conseil a également souhaité des explications sur: i) le pourcentage élevé des dépenses dans la catégorie des services de consultants; ii) l'imprécision du ciblage; iii) le montant élevé des fonds non alloués; iv) le caractère non quantitatif du cadre de résultats; et v) les dispositifs prévus pour la communication entre les régions. Sur ce dernier point, la coopération Sud-Sud en Amérique latine (Guatemala, Mexique, etc.) a été indiquée comme une piste possible.

Viet Nam: projet en faveur de l'émancipation économique durable des minorités ethniques dans la province de Dak Nong (3 EM) (EB 2010/99/R.23/Rev.1)

11. Le Conseil d'administration a approuvé l'octroi d'un prêt et d'un don d'un montant respectif de 12,8 millions de DTS et de 0,33 million de DTS à la République socialiste du Viet Nam pour contribuer au financement du projet en faveur de l'émancipation économique durable des minorités ethniques dans la province de Dak Nong (3 EM). En approuvant le prêt et le don, les représentants de l'Inde, du Mexique et des États-Unis d'Amérique ont voulu savoir comment le FIDA comptait travailler dans une province où l'on exploitait la bauxite étant donné qu'il n'avait aucune prise sur cette activité. Des précisions ont également été demandées quant à la question de savoir si c'était la zone du projet ou la nature des activités prévues qui avait conduit au classement dans la catégorie A. Il a été expliqué que, sur la base des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le projet avait été classé en catégorie A étant donné l'impact négatif potentiel sur l'environnement de l'exploitation de la bauxite dans la province de Dak Nong. Il a également été expliqué que le projet aiderait la province à conduire une évaluation d'impact environnemental. Le projet veillerait à ce que l'impact éventuel des activités d'extraction de la bauxite dans la province soit étudié avec le comité de pilotage et que les conclusions des évaluations d'impact environnemental conduites par les compagnies minières concernées soient rendues publiques. Des consultations participatives seraient organisées durant la phase de planification afin que les populations concernées soient informées à l'avance et puissent se prononcer. Des fonds avaient été mis de côté pour la surveillance de l'impact sur l'environnement et le renforcement des capacités. Qui plus est, si les intérêts du groupe cible

n'étaient pas bien protégés, le FIDA reverrait, voire annulerait, les activités du projet. S'agissant des partenariats, la Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ) avait appliqué à titre expérimental dans la province un certain nombre de bonnes pratiques que le projet avait l'intention de reprendre à plus grande échelle. Le représentant de l'Allemagne a signalé que la GTZ et le FIDA travaillaient en partenariat au Viet Nam et que cette collaboration était fructueuse. Enfin, il a été indiqué que le FIDA s'entreprendrait avec la Banque vietnamienne pour l'agriculture et le développement rural afin de garantir le renforcement de l'efficacité du partenariat et de la mise en œuvre.

D. Amérique latine et Caraïbes

République dominicaine: projet de développement économique rural dans les provinces du Centre et de l'Est (EB 2010/99/R.24/Rev.1)

12. Le Conseil d'administration a approuvé à l'unanimité un prêt de 9,25 millions de DTS à la République dominicaine pour financer le projet de développement économique rural dans les provinces du Centre et de l'Est. Il a noté l'importance du projet compte tenu du rôle de partenaire stratégique qui est celui du FIDA dans le pays. Il a également souligné que le programme de pays élargi en République dominicaine présentait l'avantage de renforcer la coopération et les synergies avec Haïti. En réponse aux questions de certains de ses membres, le Conseil a entendu des explications sur la stratégie adoptée par le projet pour améliorer la compétitivité des chaînes de valeur utiles aux pauvres. Il a par ailleurs été indiqué que le FIDA travaillerait en partenariat avec la Banque interaméricaine de développement afin de renforcer la capacité du pays à gérer de façon efficace et efficiente le développement des chaînes de valeur.

Guatemala: programme de développement rural durable dans le département du Quiché (EB 2010/99/R.25/Rev.1)

13. Le Conseil d'administration a approuvé à l'unanimité un prêt de 10,90 millions de DTS et un don de 0,33 million de DTS à la République du Guatemala. Il a salué la qualité du programme proposé compte tenu de l'importance primordiale des chaînes de valeur pour le développement. La création de la *Cuenta Única* garantirait la transparence des opérations du FIDA. Le portefeuille pour le Guatemala était l'un des plus dynamiques de toute la région et ses projets étaient particulièrement novateurs. Les membres du Conseil ont fait un certain nombre de recommandations, à savoir renforcer la coordination avec les autres donateurs intervenant dans la zone du programme et avec d'autres programmes sociaux, suivre les résultats attendus, améliorer les services de finance rurale et développer les activités d'atténuation des risques afin de réduire les délais nécessaires pour obtenir l'approbation du Parlement. Le secrétariat a constaté que le FIDA maintenait des contacts étroits avec les membres du Parlement afin d'accélérer le processus d'approbation pour tous ses projets au Guatemala. L'Agence danoise pour le développement international (DANIDA), l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et le FIDA collaboraient déjà étroitement avec le secteur privé pour faciliter la création de chaînes de valeur et l'accès aux marchés. Le programme proposé avait été pensé en fonction des autres programmes sociaux des gouvernements afin d'éviter les activités faisant double emploi. L'expérience acquise dans le cadre du suivi et évaluation des programmes du FIDA en cours d'exécution servirait de point de référence pour suivre les résultats attendus de ce nouveau programme. En ce qui concernait les services de finance rurale, le programme mobiliserait les institutions financières rurales et le fonds d'affectation spécial ouvert au titre du programme de développement rural et de reconstruction dans le département du Quiché (et maintenant clos) afin de soutenir les organisations rurales.

E. Proche-Orient et Afrique du Nord

Somalie: programme de développement communautaire intégré dans le Nord-Ouest – Phase II (EB 2010/99/R.48)

14. Le Conseil d'administration a accueilli favorablement la proposition de don d'un montant de 5 658 400 USD à la Somalie, financé au titre du programme conjoint FIDA/Fonds belge de sécurité alimentaire. Il a félicité le FIDA de travailler dans les pays les plus difficiles et éprouvants. Il l'a encouragé à continuer de répondre aux besoins des pays et des populations souffrant de famine et de malnutrition généralisés et à élargir dans toute la mesure du possible ses opérations dans des zones comme le nord-ouest de la Somalie et à démontrer par là que les activités de développement pouvaient continuer dans le pays.

Yémen: programme de création de possibilités économiques (EB 2010/99/R.26/Rev.1)

15. Le Conseil d'administration a approuvé un don de 8,5 millions de DTS à la République du Yémen pour contribuer au financement du programme de création de possibilités économiques. En approuvant le don, il s'est félicité du choix d'une stratégie consistant à créer des débouchés économiques et des emplois dans les zones rurales, à établir des partenariats public-privé innovants pour la gestion du programme et à obtenir des cofinancements auprès de divers partenaires. Des précisions lui ont été données quant aux éléments d'assistance technique du programme.

Propositions de don

16. Il a été question pour commencer du séminaire informel du Conseil d'administration sur la collaboration du FIDA avec le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI) et avec ses partenaires. En réponse aux questions de membres du Conseil, il a été souligné que la collaboration du Fonds avec le système du GCRAI était établie de longue date, qu'elle était fructueuse et que le FIDA continuerait d'investir dans la recherche sur les mesures d'adaptation utiles aux pauvres et sur les programmes de renforcement des capacités.
17. Les propositions de don ci-après ont été approuvées par le Conseil d'administration à sa quatre-vingt-dix-neuvième session:

a) Don au titre du guichet mondial/régional à un centre international bénéficiant du soutien du GCRAI (EB 2010/99/R.27)

i) Centre international de recherches agricoles dans les zones arides (ICARDA): Amélioration des moyens de subsistance des communautés rurales dans les zones arides – Gestion durable de l'agriculture et de l'élevage

Un don de 1,0 million d'USD a été approuvé. Il a été précisé qu'une composante recherche serait intégrée aux projets d'investissement du FIDA et de ses partenaires de développement. Des détails ont été fournis sur la nature des résultats, notamment en ce qui concernait les systèmes d'agriculture pluviale, la gestion de la lutte contre les ravageurs et des pertes après récolte, la diminution des apports d'engrais chimiques et les techniques de gestion de l'eau, qui étaient autant d'éléments de la recherche sur les systèmes d'agriculture intégrée. Les résultats obtenus seraient des biens publics internationaux, et le don financerait des recherches supplémentaires faisant fond sur les investissements antérieurs de l'ICARDA. Le don servirait aussi à renforcer les moyens des agents de vulgarisation agricole sur le terrain afin de favoriser la diffusion des solutions technologiques prometteuses. Les décideurs devaient être associés au projet de manière à pouvoir infléchir les programmes de recherche et développement nationaux dans un sens qui permettrait d'exploiter pleinement les résultats et les produits obtenus.

Conformément à la législation des États-Unis à l'encontre des institutions financières internationales susceptibles de profiter au Gouvernement de l'Érythrée et du Soudan, les États-Unis se sont déclarés opposés à la proposition de don en faveur d'ICARDA. Cette position serait dûment inscrite au procès-verbal de la session.

b) Dons au titre du guichet mondial/régional destinés à un centre international ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI (EB 2010/99/R.28)

i) RIMISP – Centre latino-américain pour le développement rural: Le savoir au service du changement – Processus stratégiques pour un impact sur la pauvreté

Le Conseil d'administration a approuvé à l'unanimité un don de 1 824 000 USD. Lors de ses délibérations, il a félicité le FIDA de sa collaboration avec le Centre de recherches pour le développement international et le Centre latino-américain pour le développement rural (RIMISP). Le don était destiné à renforcer les politiques de soutien à l'agriculture familiale et permettrait d'augmenter les dépenses publiques en faveur du secteur rural. Une attention particulière serait portée dans la phase de mise en œuvre à la question des rapports hommes-femmes et aux politiques d'égalité des sexes pour le secteur rural.

